Numéro du rôle : 7010
Arrêt n° 40/2020 du 12 mars 2020

ARRÊT

En cause : la question préjudicielle relative aux articles 5 et 6 du décret du 28 juin 1957 « portant statut de la Caisse coloniale d'assurance », posée par le Tribunal de première instance de Liège, division Verviers.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et A. Alen, et des juges J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, R. Leysen, M. Pâques et Y. Kherbache, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* *

I. *Objet de la question préjudicielle et procédure*

Par jugement du 6 septembre 2018, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 13 septembre 2018, le Tribunal de première instance de Liège, division Verviers, a posé la question préjudicielle suivante :

« Les articles 5 et 6 du décret du 28 juin 1957 portant statut de la Caisse coloniale d'assurance violent-ils les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'ils prévoient que seule la veuve de l'affilié a droit, aux conditions énoncées audit décret, à une rente viagère et qu'ils ne prévoient pas le même droit au profit du veuf de l'affiliée, instituant ainsi une discrimination sur base du critère du sexe du conjoint survivant ? ».

Des mémoires ont été introduits par :

- J.L., représenté par Me Vincent Dupont, en sa qualité d'administrateur de ses biens, assisté et représenté par Me G. Deliège, avocat au barreau de Verviers;

- le Conseil des ministres, assisté et représenté par Me P. Schaffner, avocat au barreau de Bruxelles.

Par ordonnance du 29 janvier 2020, la Cour, après avoir entendu les juges-rapporteurs M. Pâques et Y. Kherbache, a décidé que l'affaire était en état, qu'aucune audience ne serait tenue, à moins qu'une partie n'ait demandé, dans le délai de sept jours suivant la réception de la notification de cette ordonnance, à être entendue, et qu'en l'absence d'une telle demande, les débats seraient clos le 12 février 2020 et l'affaire mise en délibéré.

Aucune demande d'audience n'ayant été introduite, l'affaire a été mise en délibéré le 12 février 2020.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *Les faits et la procédure antérieure*

S.B., née en 1925, a été occupée en tant qu'institutrice primaire au ministère du Congo du 7 février 1949 au 31 décembre 1961. Elle s'est mariée à J.L. le 12 avril 1956.

S.B. décède le 4 mars 2015. Le 17 mars 2015, J.L. introduit une demande de pension de survie de conjoint survivant auprès du Service des Pensions du Secteur Public (devenu le Service fédéral des Pensions). La demande est rejetée en raison du fait que le décret ne permet pas à un veuf, contrairement à une veuve, d'en bénéficier (articles 5 et 6 du décret du 28 juin 1957 « portant statut de la Caisse coloniale d'assurance »).

À la demande de la partie demanderesse, le juge *a quo* adresse à la Cour la question préjudicielle reproduite ci-dessus.

III. *En droit*

- A -

A.1. J.L. observe qu'à l'exception de la condition relative au sexe, il satisfait à tous les critères prévus dans le décret du 28 juin 1957 « portant statut de la Caisse coloniale d'assurance » (ci-après : le décret du 28 juin 1957) pour prétendre à l'octroi d'une pension de survie. Le décret précité établit une discrimination entre les hommes et les femmes.

Il se réfère à l'arrêt de la Cour n° 160/2008 du 20 novembre 2008, par lequel d'autres dispositions du même décret ont été jugées inconstitutionnelles et qui soulignait que l'exemption d'une catégorie de personnes quant à certaines conditions relatives à l'exercice du droit à une pension de survie est possible mais doit être raisonnablement justifiée.

Il fait, enfin, référence au droit et à la jurisprudence de l'Union européenne, notamment à l'article 157 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui invite les États membres à assurer l'application du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travail. Il cite en outre la directive 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 « relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail (refonte) », dont l'article 5 interdit toute discrimination fondée sur le sexe dans les régimes professionnels de sécurité sociale.

J.L. conclut qu'il n'existe aucune justification à la discrimination fondée sur le sexe.

A.2.1. Le Conseil des ministres considère tout d'abord que l'article 6 du décret du 28 juin 1957 n'est manifestement pas applicable au litige, étant donné qu'il ne vise que la situation de mariage ou remariage d'un affilié déjà titulaire d'une pension de survie. Par conséquent, il invite la Cour à limiter son examen à la constitutionnalité de l'article 5 du décret précité.

A.2.2. Le Conseil des ministres estime ensuite que l'article 5 du décret du 28 juin 1957 ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

L'article 5 du décret du 28 juin 1957 a été adopté dans un certain contexte, lié à la situation sociale de l'époque. La mesure était justifiée par la présomption que la veuve, au contraire du veuf, avait dépendu financièrement de son conjoint, qu'elle n'avait pas eu de revenus propres et qu'elle n'avait pas eu la possibilité de se constituer une retraite personnelle.

Le Conseil des ministres remarque que lorsque le législateur a modifié le régime général des pensions de survie par la loi du 15 mai 1984 « portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions », il a expressément exclu de son champ d'application le régime organisé par le décret du 28 juin 1957 (article 1er). Cette exclusion était justifiée par le fait que ce régime spécifique n'était pas touché par l'évolution de la société, motif qui présidait à l'adoption de la loi du 15 mai 1984.

Pour ces raisons, liées à la spécificité et au caractère figé du régime de pension de survie institué par le décret du 28 juin 1957, le Conseil des ministres conclut que la question préjudicielle appelle une réponse négative.

- B -

Quant à l'article 6 du décret en cause

B.1. L'article 6, § 1er, du décret du 28 juin 1957 « portant statut de la Caisse coloniale d'assurance » (ci-après : le décret du 28 juin 1957) dispose :

« § 1. Sans préjudice au § 3 de l'article 7, lorsqu'un affilié, titulaire d'une pension à charge du Trésor colonial, se marie ou se remarie, sa femme a droit à une rente de veuve dans les conditions prévues par le présent décret.

Toutefois, elle n'a pas droit à cette rente si la durée de son mariage est inférieure à un an ».

B.2. Il revient en règle à la juridiction *a quo* de déterminer les normes applicables au litige qui lui est soumis. Toutefois, lorsque des dispositions qui ne peuvent manifestement être appliquées à ce litige sont soumises à la Cour, celle-ci n'en examine pas la constitutionnalité.

B.3. Il ressort des faits de la cause que la défunte, au moment de son mariage, n'était pas titulaire d'une pension à charge du Trésor colonial. En conséquence, l'article 6 ne saurait manifestement être appliqué au litige soumis à la juridiction *a quo*.

B.4. La question préjudicielle n'appelle pas de réponse en tant qu'elle porte sur l'article 6 du décret du 28 juin 1957.

Quant à l'article 5 du décret en cause

B.5.1. L'article 5 du décret du 28 juin 1957 dispose :

« La veuve de l'affilié a droit, aux conditions énoncées au présent décret, à une rente viagère.

Est assimilée à la veuve, l'épouse d'un disparu lorsque la disparition a fait l'objet d'un jugement de déclaration d'absence ou lorsque l'intéressée fournit la preuve que la disparition s'est produite au cours d'un combat, d'un bombardement ou de tout autre événement dû à l'état de guerre ».

B.5.2. Bien que les bénéficiaires de la rente viagère soient désignés par le genre féminin, aucune justification n'est avancée dans les travaux parlementaires quant à ce choix (*Bulletin officiel du Congo belge*, 50^e année, 1er janvier 1957, n° 1; Conseil colonial, *Compte rendu analytique des séances*, Bruxelles, Imprimerie Lesigne, 1957, annexe XXVI).

B.6. Il ressort de la question préjudicielle que la Cour est invitée à statuer sur la compatibilité, avec les articles 10 et 11 de la Constitution, de l'article 5 du décret du 28 juin 1957, en ce que cette disposition introduirait une différence de traitement entre les personnes de sexe féminin et les personnes de sexe masculin.

B.7. Dans l'interprétation selon laquelle il s'applique aux seules veuves, l'article 5 du décret du 28 juin 1957 est incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution puisqu'il crée une discrimination non justifiée fondée sur le sexe du bénéficiaire.

B.8. En ayant recours aux termes « [l]a veuve de l'affilié », le législateur de 1957 entendait protéger les personnes qui, à cette époque, se trouvaient *de facto* dans une situation précaire. En effet, la femme n'exerçait alors généralement pas d'activité professionnelle rémunérée. La pension de survie avait pour but de garantir une certaine sécurité d'existence à la femme qui était présumée dépendre financièrement, au moins partiellement, de son défunt époux et qui, souvent, n'ayant pas eu de revenus propres ni la possibilité de se constituer une retraite personnelle, risquait de se trouver dans une situation matérielle précaire à la suite du décès de son époux. L'homme était présumé ne pas se trouver dans cette situation. La spécificité du personnel du ministère du Congo résidait dans le fait qu'il était quasi exclusivement composé d'hommes et que les quelques femmes qui y travaillaient étaient généralement mariées à un homme disposant également de revenus propres.

Toutefois, rien n'indique que le législateur ait expressément voulu exclure les hommes du régime de rente viagère organisé par le décret du 28 juin 1957.

B.9. Il découle de ce qui précède que, par l'article 5 du décret du 28 juin 1957, le législateur ne peut être présumé avoir entendu violer les articles 10 et 11 de la Constitution. Cette disposition doit donc être interprétée comme s'appliquant aussi au veuf d'une affiliée, titulaire d'une pension à charge du Trésor colonial.

B.10. Dans l'interprétation mentionnée en B.9, la question préjudicielle appelle une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

- Dans l'interprétation selon laquelle il s'applique uniquement aux veuves, l'article 5 du décret du 28 juin 1957 « portant statut de la Caisse coloniale d'assurance » viole les articles 10 et 11 de la Constitution;

- Dans l'interprétation selon laquelle il s'applique aussi au conjoint survivant de sexe masculin de l'affiliée, l'article 5 du décret du 28 juin 1957 « portant statut de la Caisse coloniale d'assurance » ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

Ainsi rendu en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 12 mars 2020.

Le greffier,

Le président,

P.-Y. Dutilleux

F. Daoût